

Et si les exportations hors hydrocarbures étaient, pour l'instant, une fausse piste !

La demande globale explose en Algérie : programmes colossaux d'investissements publics, hausse des salaires et avec elle, hausse de la consommation des ménages, transferts sociaux ...

La demande augmente mais pas l'offre nationale. Le résultat est bien sûr une explosion des importations financées grâce aux revenus pétroliers. Le problème de l'économie nationale comme l'est l'économie algérienne, c'est celui du « choc de revenu » comme l'appelle la Banque mondiale. C'est-à-dire le choc de retournement : les prix du pétrole baissent, les ressources de l'Etat aussi, la croissance subit un fort ralentissement, le chômage augmente, le niveau de vie se détériore, les habitudes de consommation des ménages se dégradent, l'Etat ne pouvant plus financer les importations : le risque politique est là et il est important.

Il s'agit donc bien pour notre pays de sortir de cette croissance économique extensive, coûteuse et éphémère et construire une autre manière de fabriquer la croissance. Deux approches différentes se dessinent sur cette question sans que les pouvoirs publics ne se décident de trancher entre les deux. Il y a tous ceux qui appellent depuis deux décennies au développement des exportations hors hydrocarbures pensant que c'est là que se trouve cette nouvelle manière de fabriquer la croissance. Ces analystes oublient, nous disent les tenants de la seconde approche, que le marché, les débauches sont là, à portée de main, à l'intérieur du pays et que la nouveauté consisterait plutôt à axer la croissance sur ce marché intérieur, à développer l'offre nationale pour satisfaire toute cette demande explosive avant de chercher à exporter, à oublier le marché intérieur et laisser la satisfaction de la demande interne au recours aux importations qui ne cessent d'augmenter. Il s'agit donc de reconstruire l'industrie de substitution aux importations.

L'Algérie a donc à régler, et le plus tôt serait le mieux, la question du régime de croissance à mettre en œuvre.

Poursuivre dans la voie actuelle faite de dépense publique abyssale, d'investissements d'équipement financés par l'Etat, de redistribution et transferts sociaux n'est évidemment pas soutenable sur le moyen-long terme. Les ressources ne sont pas illimitées et il faudra bien allumer les autres moteurs de la croissance que sont l'investissement productif, la consommation (le marché intérieur) et les exportations (hors hydrocarbures).

Ce que devrait être notre nouveau régime de croissance

Une croissance économique robuste et durable ne peut se réaliser qu'en se fondant d'abord sur le marché intérieur. La crise économique mondiale actuelle nous le rappelle avec brutalité. Ceci ne signifie pas qu'il faut tourner le dos aux exportations mais celles-ci, pour se développer, supposent régler les contraintes de compétitivité qu'on ne peut dépasser que sur un délai assez long (la remarque est encore plus valable pour l'Algérie).

Dans notre pays, un marché intérieur existe et s'est construit difficilement dans le sillage des efforts considérables d'investissements, notamment industriels, réalisés dans les années 70 (les deux plans quadriennaux, notamment) et d'une salarisation massive de la force de travail. Il faut souligner qu'aujourd'hui :

1/ Ce marché connaît un nouvel essor.

2/ Ce marché est malheureusement capté par les produits importés par manque de compétitivité de la production nationale ainsi que son insuffisance quantitative et par les effets de la rente qui favorisent plus l'importation que la production nationale (syndrome hollandais) qui est délaissée.

Problème : comment protéger notre marché intérieur et en faire bénéficier nos entreprises ?

Les choix économiques de ces deux dernières années s'inscrivent bien dans une tentative de réponse à cette question : encadrement des importations, mise en œuvre de mesures d'une politique de préférence nationale, politique de redistribution et de transferts sociaux, politique d'emplois aidés favorable à la consommation. Le gouvernement semble avoir opté pour le protectionnisme, le patriotisme économique comme on dit aujourd'hui. On doit rappeler que la politique de croissance par le marché intérieur peut se faire par deux voies.

1/ En contexte d'ouverture économique pour produire leurs effets, les aides de l'Etat n'ont de sens que si la bataille de la compétitivité est gagnée par nos entreprises pour que la production nationale puisse préserver ses parts de marché et en gagner de nouvelles faces à la concurrence des importations. On voit bien que cette voie est pour l'instant impraticable pour notre pays tant notre retard dans les domaines de la performance et de la compétitivité est grand.

2/- La seconde voie est celle du protectionnisme et de la préférence nationale. C'est la voie dans laquelle semble s'engager le gouvernement : encadrement des importations, préférence nationale (favoriser les entreprises nationales dans la course aux marchés publics), revalorisation salariale et transferts sociaux, monétarisation des emplois.

Cette voie (protectionnisme et préférence nationale) ne peut pas constituer une politique d'avenir mais seulement une solution d'attente. Une telle voie, en contexte de mondialisation de la production et de l'économie bride l'efficacité de nos entreprises et étouffe la compétitivité de notre économie. De plus, investissements publics financés par l'Etat, redistribution et transferts sociaux supposent l'existence de ressources financières illimitées et pérennes. Ce qui, évidemment, est loin d'être le cas chez nous. Cette voie est donc insoute-

nable financièrement. On voit bien que le problème n'est pas simple : poursuivre dans l'ouverture sans compétitivité va produire d'énormes dégâts dans le tissu économique national. Revenir au protectionnisme, à l'ère de « l'industrie naissante » va nous endormir (soporifique) et nous faire oublier que nos capacités de financement basées strictement sur les hydrocarbures sont limitées, et plus limitées qu'on ne le croit (épuisement des ressources d'une part mais surtout augmentation rapide de la demande nationale en hydrocarbures pour nos propres besoins), d'autre part.

Aujourd'hui, plus qu'hier encore, il s'agit pour nos décideurs d'être très vigilants face au « piège de la rente pétrolière » sans aller jusqu'à considérer nos hydrocarbures comme une malédiction, il faut rester vigilant quant au pouvoir soporifique du pétrole. Tout cela a été maintes fois dit et écrit, y compris par le président de la République ou le Premier ministre. Aujourd'hui, il faut progresser dans le « comment faire ».

Le nouveau régime de croissance pour l'Algérie : deux directions :

1/ Reconstruire le marché intérieur. Cinq séries de mesures sont à mettre en œuvre :

a/- encadrer les importations en distinguant celles nécessaires au fonctionnement de l'outil de production et celles qui concurrencent cette production nationale ;

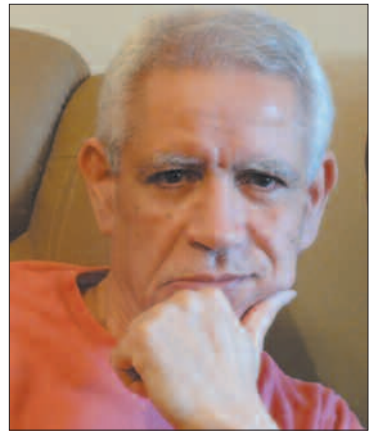
b/- stimuler la consommation en facilitant les crédits à la consommation des produits nationaux (si vous achetez national vous avez accès aux crédits de consommation) ;

c/- soutenir l'investissement privé national PME/PMI ;

d/- stimuler la politique de salarisation de la force de travail et poursuivre dans les programmes d'emplois aidés ;

e/- poursuivre dans la politique redistributive et de transferts sociaux.

La seconde série de mesures doit aider à



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

2/- Sortir sur les marchés extérieurs

La reconstruction du marché intérieur ne doit pas se faire au détriment d'une politique soutenue d'exportation hors hydrocarbures.

Celle-ci ne peut se concevoir sans une politique résolue d'attractivité (à l'opposé de la démarche actuelle vis-à-vis des IDE).

Pour devenir exportatrice, notre économie doit :

a/ attirer de plus en plus d'investissements directs étrangers (IDE) ;

b/ développer une stratégie de partenariat externe privé national-privé étranger, public national-privé étranger ;

c/ développer des programmes de réalisation de joint-venture avec des champions régionaux et mondiaux.

Si on pouvait prendre le risque d'être bref dans un domaine où la simplification est à éviter, on pourrait tenter de résumer le programme en deux séries d'actions :

1/- Revenir à l'industrialisation par substitution aux importations.

2/- Préparer l'économie à engager la dure bataille des exportations hors hydrocarbures.

La tâche n'est pas simple mais elle est réalisable.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



Hakim Laâlam prend des vacances ! Les premières vraies vacances depuis qu'il est au Soir d'Algérie. Il ferme son espace «Pousse avec eux» le temps d'un été et d'un farniente bien mérité sous le parasol. Mais avec la promesse ferme de vous retrouver en forme dès la rentrée de septembre.

PROMOTION
VALABLE DU
23/06 AU 11/07

Devenez Djezzy et repartez avec un BLACKBERRY !

Djezzy Entreprise

DJEZZY
تجش

L'Algérie تعيش
www.facebook.com/djezzy

* Dans la limite du stock disponible.

Pour toute nouvelle acquisition d'une ligne **Business 3300** ou **4300** et d'une souscription au service BlackBerry, il vous sera offert un BlackBerry curve 8520. Le Service BlackBerry est à partir de 1500 DA.

Pour plus d'information, contacter le 788.